



### Zimbabwe: Accord relatif à l'octroi d'un quatrième financement mixte

Vu la proposition du DFEP du 28 décembre 1990

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

#### décidé

1. L'Accord entre la Confédération suisse et le Zimbabwe relatif à l'octroi d'un quatrième financement mixte de 50 millions de francs est approuvé.
2. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) ou l'Ambassadeur de Suisse au Zimbabwe est autorisé à signer l'Accord. L'Accord entre en vigueur après notification par les deux Parties de l'accomplissement des exigences constitutionnelles ou légales respectives.
3. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pleins pouvoirs.
4. Les déboursements résultant de cet engagement seront imputés à l'article no 703.3600.301 du budget de l'OFAEE.

Pour extrait conforme,  
 Le secrétaire:

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	8	-
		EDI		
		EJPD		
		EMD		
	X	EFD	7	-
X		EVD	5	-
		EVED		
	X	BK	1	-
	X	EFK	2	-
	X	Fin.Del.	2	-



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2310.1

Berne, le 28 décembre 1990

## Résumé

### Accord sur l'octroi d'un financement mixte au Zimbabwe

En conformité avec l'ACF du 27 janvier 1988 concernant l'octroi de financements mixtes dans le cadre du crédit de programme III, l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) a négocié et paraphé avec les autorités du Zimbabwe le texte d'un quatrième accord de financement mixte. Le premier crédit mixte a servi au financement d'équipements suisses pour la fabrication de 30 locomotives électriques en faveur de la société nationale des chemins de fer. Les deuxième et troisième crédits mixtes ont permis de financer des projets dans les domaines de l'infrastructure économique et sociale (énergie, santé) et de l'industrialisation (textile, agro-alimentaire). L'expérience acquise lors de l'engagement de ces trois lignes de crédit a été dans l'ensemble très positive. Les conditions sont ainsi réunies pour justifier l'octroi d'une nouvelle aide financière au Zimbabwe.

Indépendant depuis 1980, le Zimbabwe possède une infrastructure de base développée et un appareil de production diversifié en comparaison avec la majorité des autres pays de l'Afrique sub-saharienne. Le pays a connu une croissance économique faible ces dernières années due avant tout au déclin des investissements productifs. Avec un produit national brut par habitant de US \$ 650, il se situe au bas de l'échelle des pays à revenu intermédiaire. Le chômage est en forte augmentation et atteint aujourd'hui le quart de la population active. Le pays connaît un niveau d'endettement extérieur élevé depuis plusieurs années, mais a toujours été en mesure d'honorer ses échéances. Pour relancer l'économie, le Gouvernement zimbabwéen a annoncé le 1er octobre 1990 le lancement d'un vaste programme de libéralisation du commerce, dont les contours seront définis avec l'appui de la Banque Mondiale. La mise en oeuvre de ce programme nécessitera un soutien important par des financements extérieurs et devrait permettre l'introduction des réformes de structures indispensables au redémarrage de la croissance et des exportations.

Cette proposition contient les caractéristiques et conditions de l'accord de financement mixte qui a été négocié et paraphé. Il est proposé d'accorder au Zimbabwe un financement mixte de 50 millions de francs qui sera composé d'une tranche de la Confédération de 25 millions de francs accordée sous forme de don et d'une tranche bancaire de 25 millions de francs accordée sous forme de prêt aux conditions du marché.

Cette ligne de crédit servira à financer des projets de développement prioritaires dans les secteurs de l'infrastructure économique (énergie, télécommunications) et industriel privé pour lesquels des biens d'équipement et des services d'origine suisse, compétitifs au niveau international, sont requis.

L'engagement de la Confédération de 25 millions de francs sera financé par le crédit de programme de 430 millions de francs concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement (AF du 8.10.1986).

Version allemande au verso



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2310.1

Bern, den 28. Dezember 1990

## Zusammenfassung

### Abkommen über die Gewährung einer Mischfinanzierung an Zimbabwe

Gestützt auf den BRB vom 27. Januar 1988 betreffend die Vergabe von Mischfinanzierungen unter dem III. Rahmenkredit hat das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) mit den Behörden Zimbabwes den Text eines vierten Mischfinanzierungsabkommens ausgehandelt und paraphiert. Der erste Mischkredit finanzierte schweizerische Ausrüstungsgüter zur Herstellung von 30 elektrischen Lokomotiven für die Staatsbahnen. Der zweite und dritte Mischkredit haben Investitionen im Energiesektor, Gesundheitswesen und im Industriebereich (Textil, Agroindustrie) finanziert. Die Erfahrungen mit der Verpflichtung dieser drei Kreditlinien waren befriedigend. Die Bedingungen zur Gewährung einer neuen Finanzhilfe an Zimbabwe sind erfüllt.

Zimbabwe, welches erst 1980 seine staatliche Unabhängigkeit erlangt hat, verfügt im Vergleich zu den afrikanischen Ländern südlich der Sahara über eine verhältnismässig stark entwickelte wirtschaftliche Infrastruktur und einen diversifizierten industriellen Sektor. In den letzten Jahren verzeichnete dieses Land jedoch ein verlangsamtes Wachstum, was vor allem auf den Rückgang der produktiven Investitionen zurückzuführen ist. Mit einem BSP/Kopf von US \$ 650.-- liegt Zimbabwe am unteren Ende der Liste der Länder mittleren Einkommens. Die Arbeitslosigkeit hat stark zugenommen und heute ist über ein Viertel der arbeitsfähigen Bevölkerung arbeitslos. Trotz der hohen Verschuldung ist Zimbabwe jedoch seinen Zahlungsverpflichtungen stets nachgekommen. Um der Entwicklung neuen Antrieb zu verleihen, hat die Regierung am 1. Oktober 1989 ein Programm zur Liberalisierung der Wirtschaft und des Handels angekündigt. Die Rahmenbedingungen dieses Programmes werden im Moment mit Unterstützung der Weltbank festgelegt. Zu dessen erfolgreichen Durchführung bedarf es einer beträchtlichen finanziellen Unterstützung des Auslandes sowie der Einführung einschneidender Reformen in der wirtschaftlichen Struktur.

Dieser Antrag enthält die wichtigsten Bedingungen des ausgehandelten Mischfinanzierungsabkommens. Es wird beantragt, Zimbabwe eine Mischfinanzierung in der Höhe von 50 Millionen Schweizer Franken zu gewähren, bestehend aus einem nicht rückzahlbaren Anteil des Bundes von 25 Millionen Franken und einem Bankenanteil von 25 Millionen Franken zu üblichen Marktbedingungen.

Mit dieser neuen Kreditlinie sollen prioritäre Entwicklungsprojekte im Privatsektor sowie im öffentlichen Infrastrukturbereich (Energie, Telekommunikation) finanziert werden, welche international wettbewerbsfähige Ausrüstungsgüter und Dienstleistungen schweizerischen Ursprungs erfordern.

Die vom Bund einzugehende Verpflichtung von 25 Millionen Franken wird dem Rahmenkredit von 430 Millionen Franken für die Weiterführung der Finanzierung von wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen im Rahmen der internationalen Entwicklungszusammenarbeit (BB vom 8.10.1986) belastet.

Französische Version auf der Rückseite



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2310.1

Berne, le 28 décembre 1990

Au Conseil fédéral

**Accord relatif à l'octroi d'un  
 quatrième financement mixte au Zimbabwe**

**1. Introduction**

Par cette proposition, nous vous demandons d'approuver un quatrième accord de financement mixte d'un montant de 50 millions de francs en faveur du Zimbabwe, composé d'une tranche de la Confédération de 25 millions de francs, accordée sous forme de don, et d'une tranche bancaire d'un même montant, accordée aux conditions du marché. Les expériences positives réalisées au Zimbabwe avec les trois crédits mixtes précédents, le niveau et le potentiel de développement du pays, sa capacité d'absorption, ses besoins de financement extérieur considérables, son endettement assez lourd, ainsi que les efforts de libéralisation annoncés pour relancer les investissements productifs et la croissance économique, et la collaboration positive développée avec l'industrie suisse dans des secteurs-clé de l'économie, font du Zimbabwe l'un des rares pays de l'Afrique sub-saharienne éligible pour l'octroi de financements mixtes selon les directives approuvées par le Conseil fédéral le 27 janvier 1988.

Ces considérations ont amené l'Office fédéral des affaires économiques extérieures à poursuivre sa coopération avec le Zimbabwe et à négocier un quatrième accord de financement mixte, qui a été paraphé en septembre 1990 à Harare et fait l'objet de la présente proposition.

**2. Situation économique du Zimbabwe**

D'une superficie de 391'000 km<sup>2</sup>, le Zimbabwe compte une population de 9,3 millions d'habitants (1988). Avec un produit national brut par habitant de US\$ 650 en 1988, il se situe au bas de l'échelle des pays à revenu intermédiaire selon les indicateurs de la Banque Mondiale, mais son niveau de développement et son potentiel économique sont supérieurs à ceux de la plupart des autres pays en développement d'Afrique sub-saharienne. En effet, le pays a hérité à son indépendance en 1980 d'une infrastructure économique solide et développée et d'un appareil de production relativement diversifié essentiellement dans les secteurs agricole (tabac, coton, viande), minier et manufacturier (textile). Il dispose d'un

## Proposition

---

bon potentiel d'exportation et est, durant les années normales, largement autosuffisant pour l'alimentation de base.

Par sa situation géographique de pays sans accès à la mer, le Zimbabwe se trouve dans une situation de dépendance pour son commerce extérieur. Les 90 % environ de ses importations et exportations transitent par l'Afrique du Sud et seulement les 10 % environ par le Mozambique en raison de l'insécurité qui règne dans le Corridor de Beira.

La situation économique du pays est caractérisée ces dernières années par un faible taux de croissance du produit intérieur brut dû au déclin des investissements dans les secteurs productifs, aux sécheresses fréquentes, à la détérioration des termes de l'échange, mais aussi aux insuffisances de la gestion interne de l'économie, notamment en matière de politique fiscale, d'allocation des devises et d'accès aux ressources. Compte tenu de la forte croissance démographique que connaît le pays, cette évolution s'est traduite par une baisse du revenu réel par tête de 1,3% par an durant les années 1980-87. Un renversement de la tendance s'observe depuis 1988. Le chômage est en forte augmentation et atteint aujourd'hui les 25 % de la population active. Le chômage des jeunes formés constitue un problème particulièrement préoccupant pour le Gouvernement zimbabwéen, ainsi que le déséquilibre dans la répartition des revenus hérité du passé, et qu'il s'attache à corriger. Le taux d'inflation est en nette augmentation et devrait atteindre les 20 % en 1990. La balance courante, équilibrée en 1988, s'est détériorée progressivement depuis lors en raison de la tendance à la baisse des prix des produits de base et du peu de dynamisme manifesté en matière de promotion et de diversification des exportations. Après avoir atteint un maximum en 1987, le ratio du service de la dette se maintient à un niveau élevé (28 % pour 1990).

Pour relancer la croissance et les exportations, pour faire face au chômage croissant et préserver les acquis sociaux obtenus depuis l'indépendance, le Gouvernement zimbabwéen a annoncé le 1er octobre 1990 le lancement d'un vaste programme de restructuration qui devrait inclure notamment la réduction des larges déficits du secteur public et la rationalisation du budget, la libéralisation du commerce et une redistribution des ressources en faveur des investissements directement productifs, y compris dans le secteur privé largement négligé par le passé. Les contours de ce programme sont en train d'être définis avec l'appui de la Banque Mondiale, qui devrait fournir un appui financier substantiel à sa mise en oeuvre dès que l'accord sur le contenu définitif du programme et les conditions de sa réalisation aura été conclu avec le Zimbabwe. A court terme, le Gouvernement zimbabwéen devra probablement introduire des politiques de taux d'intérêt et de taux de change plus conformes aux lois du marché pour lutter contre les pressions inflationnistes et redresser la position des comptes extérieurs.

De façon générale, la situation économique actuelle du Zimbabwe demande l'introduction rapide de réformes de structure pour permettre un accroissement des financements extérieurs, une utilisation accrue de l'épargne privée pour la réhabilitation et la modernisation de l'appareil de production, notamment dans le secteur privé, pour stimuler les échanges extérieurs et accroître la compétitivité et les capacités d'exportation du pays.

## Proposition

---

### 3. Relations bilatérales

Les échanges commerciaux entre la Suisse et le Zimbabwe s'élèvent à 40 millions de francs par année en ce qui concerne les exportations et 20 millions de francs en ce qui concerne les importations. La Suisse exporte essentiellement des machines (60%) et des produits chimiques (23,5%) et importe des produits agricoles (58%) et des pierres gemmes (28%). Des sociétés suisses ont investi au Zimbabwe dans les secteurs alimentaire et des machines. Trois accords de crédit mixte pour un total de près de 70 millions de francs ont été conclus depuis 1981. Des contacts ont été établis en vue de la négociation d'un accord sur la protection et la promotion des investissements. Aucun problème majeur ne vient grever les relations entre les deux pays. En 1989, le Président Robert Mugabe a participé au Symposium de Davos.

### 4. Les trois premiers crédits mixtes accordés au Zimbabwe

Le premier crédit mixte d'un montant de 19,125 millions de francs, entré en vigueur le 4 novembre 1981, a servi à financer des équipements suisses pour la fabrication de 30 locomotives électriques en faveur de la société nationale des chemins de fer, dans le cadre d'un marché plus vaste adjugé, suite à un appel d'offres international, à un consortium européen, dont le chef de file était une société suisse, pour un montant global de 90 millions de francs.

La mise en service des locomotives s'est effectuée sans problème de septembre 1983 à novembre 1984 avec un léger retard par rapport au programme initial de fabrication des équipements.

Le deuxième crédit mixte d'un montant de 20 millions de francs, entré en vigueur le 8 décembre 1982, a permis de financer des projets de réhabilitation et d'extension principalement dans les secteurs énergétique, textile et agro-alimentaire ainsi qu'un projet dans le secteur de la santé.

L'évaluation des deux premiers crédits mixtes a fait ressortir les bons résultats d'ensemble obtenus et a encouragé la poursuite de ce type de coopération avec le Zimbabwe. Pour le premier crédit mixte, une réserve a toutefois été mentionnée concernant le nombre apparemment trop élevé de locomotives livrées par rapport à l'état d'électrification du réseau. De façon générale, l'évaluation a recommandé qu'à l'avenir une attention particulière soit attachée à la composante assistance technique (formation, maintenance) liée à chaque projet. L'évaluation a également établi que les entreprises du secteur privé ont su généralement tirer un meilleur profit des ressources que celles du secteur public et paraétatique.

Le troisième financement mixte d'un montant de 30 millions de francs, entré en vigueur le 20 juillet 1989, servira à financer en majorité des projets du secteur privé. Plus de la moitié des ressources sera utilisée pour le financement de projets du secteur textile dont l'appareil de production nécessite un effort important de réhabilitation et de modernisation, pour les

## Proposition

---

besoins tant du marché intérieur que pour les marchés d'exportation. Deux projets ont été approuvés dans le secteur public, l'un dans le secteur énergétique et l'autre en faveur de la société nationale des chemins de fer.

Bien que les projets approuvés sous le troisième financement mixte soient pour la plupart en cours d'exécution, l'expérience faite jusqu'à présent s'avère globalement positive. Les procédures de soumission et d'approbation des projets ont généralement bien fonctionné. Les demandes de financement ont été systématiquement accompagnées de rapports solides sur les objectifs des projets et les effets de développement escomptés. La ligne de crédit a fait jusqu'à maintenant l'objet d'une utilisation rapide comparée à d'autres lignes de crédit puisqu'une vingtaine de livraisons ont déjà été approuvées. A ce jour, les 80 % des ressources totales sont engagées et près de la moitié de ces ressources a déjà été déboursée.

## **5. Le quatrième financement mixte**

### **5.1. Conditions financières**

Cette quatrième ligne de crédit porte sur un montant total de 50 millions de francs. Elle se compose d'une tranche de la Confédération de 25 millions de francs (50 %) accordée sous forme de don et d'une tranche bancaire de 25 millions de francs (50 %) accordée à un taux d'intérêt conforme aux taux du marché pour une durée de 10 ans, y compris 3 ans de délai de grâce.

La ligne de crédit servira au financement des 100 % de la valeur des contrats de livraison de biens d'équipement et de services d'origine suisse et de nature civile.

Le mixage de 50/50 entre la tranche Confédération et la tranche bancaire et le financement à 100% de la valeur contractuelle des livraisons approuvées sont des conditions justifiées pour le Zimbabwe en raison du niveau d'endettement extérieur élevé que supporte le pays et d'un produit national brut par habitant relativement bas pour un pays de crédit mixte.

La mission de négociation de l'accord a permis d'identifier des projets potentiels en suffisance pour justifier l'octroi d'un financement mixte d'un volume de 50 millions de francs. La liste indicative regroupant les projets identifiés, qui concernent avant tout les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'industrie privée, figure en annexe de l'accord de financement mixte. Conformément à nos procédures habituelles, ces projets devront encore faire l'objet d'évaluations par des consultants externes.

Sur la base des projets identifiés, deux tiers des ressources devraient être destinés au financement de projets dans le secteur public et un tiers dans le secteur privé. Cette répartition, à l'avantage du secteur public, résulte de l'existence dans ce secteur de projets prioritaires à un stade de maturation avancé au moment de la négociation de l'accord et que nous avons donc accepté de retenir pour le nouveau financement mixte d'entente avec les

## Proposition

---

autorités zimbabwéennes, compte tenu également de l'expérience accumulée avec les principales organisations partenaires avec les lignes de crédit précédentes.

### 5.2. Justification du financement mixte

L'octroi d'un quatrième financement mixte au Zimbabwe se justifie essentiellement pour les raisons suivantes :

- L'expérience acquise lors de l'engagement des trois précédentes lignes de crédit a été dans l'ensemble positive et a permis d'établir une collaboration fructueuse avec les autorités et partenaires zimbabwéens. Ainsi, les conditions institutionnelles nécessaires à une bonne utilisation d'un nouveau financement mixte sont réunies.
- Le financement mixte est un instrument d'aide au développement bien adapté à la situation économique actuelle du Zimbabwe. Compte tenu du niveau de développement acquis, d'un endettement extérieur assez lourd, de besoins considérables en investissements et de la pénurie de devises limitant leur financement, les crédits concessionnels, tels que ceux offerts par les financements mixtes, peuvent être utilisés efficacement et avec succès au Zimbabwe.
- Le financement mixte permettra de soutenir des projets qui contribueront à développer l'infrastructure économique et sociale du pays et encourageront les investissements de son secteur privé, conformément aux principes de la politique suisse de coopération au développement.
- L'utilisation du nouveau financement mixte se fera en fonction des priorités de développement économique et social établies par le Gouvernement zimbabwéen, et contribuera à soutenir la relance économique engagée par le gouvernement, qui devrait être marquée par une plus grande libéralisation des échanges et une ouverture progressive vers l'économie de marché.
- Le financement mixte permettra par ailleurs à l'industrie suisse de développer encore davantage ses activités au Zimbabwe. Déjà bien représentée dans ce pays dans des secteurs où elle est traditionnellement compétitive, elle sera sans doute bien placée pour remporter de nouveaux marchés dans le cadre du présent financement mixte et pour saisir les autres opportunités qui se présenteront au Zimbabwe.

## 6. Entrée en vigueur, Procédures

Conformément à l'article 10 de la Loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales du 19 mars 1976 (RS 974), le Conseil fédéral peut conclure des accords internationaux portant sur des mesures d'aide financière prévues par cette loi, et partant sur des accords de financements mixtes.



## Proposition

Les engagements prévus de la Confédération de 25 millions de francs seront financés par le crédit de programme de 430 millions de francs concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement (AF du 8.10.1986).

Les déboursements résultant pour la Confédération de l'octroi du don de 25 millions de francs seront imputés à l'article 703.3600.301 du budget de l'OFAEE.

Aux termes de l'article 17 de l'accord de financement mixte, l'entrée en vigueur de l'accord aura lieu après notification par les deux Parties de l'accomplissement des exigences constitutionnelles ou légales respectives.

### 7. Consultation

La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire / DFAE et l'Administration fédérale des finances / DFF sont d'accord avec cette proposition.

### 8. Proposition

Vu ce qui précède, nous vous prions d'adopter la proposition de décision ci-jointe.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

*Meuwert*

#### Annexes

- Dispositif
- Accord de financement mixte négocié et paraphé

#### Pour co-rapport

- DFAE
- DFF

#### Extraits du procès-verbal

- DFEP
- DFAE
- DFF

## Zimbabwe: Accord relatif à l'octroi d'un quatrième financement mixte

Vu la proposition du DFEP du 28 décembre 1990

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

### décidé

1. L'Accord entre la Confédération suisse et le Zimbabwe relatif à l'octroi d'un quatrième financement mixte de 50 millions de francs est approuvé.
2. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) ou l'Ambassadeur de Suisse au Zimbabwe est autorisé à signer l'Accord. L'Accord entre en vigueur après notification par les deux Parties de l'accomplissement des exigences constitutionnelles ou légales respectives.
3. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pleins pouvoirs.
4. Les déboursements résultant de cet engagement seront imputés à l'article no 703.3600.301 du budget de l'OFAEE.

Pour extrait conforme,  
Le secrétaire:

04.09.1990

DRAFT

AGREEMENT

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION

AND

THE GOVERNMENT OF ZIMBABWE

ON THE GRANTING OF A MIXED FINANCING

Handwritten initials 'HAY' in the bottom left corner.

Handwritten initials 'FAC' in the bottom right corner.

The Government of the Swiss Confederation  
and  
the Government of Zimbabwe

having regard to the friendly relations between the two countries,  
desirous of strengthening these relations, and

intending to promote further the economic and social progress in  
Zimbabwe as well as the imports of Swiss capital goods and  
services to achieve this objective,

have agreed as follows:

#### Article 1

1. The present Agreement covers a mixed financing to the total amount of 50 Million Swiss francs.
2. This amount is divided into two parts:
  - a) a Swiss Government's grant of 25 Million Swiss francs financed by the Swiss Confederation;
  - b) a Swiss Banks' loan of 25 Million Swiss francs financed by a Consortium of Swiss Banks.

#### Article 2

The mixed financing shall be utilized for the purchase of capital goods as well as for the supply of services of Swiss origin and of civilian nature. Swiss supplies eligible for mixed financing are listed in Annex II of the present Agreement, which also contains a list of potential projects in the amount of 52 Million Swiss francs.

#### Article 3

In accordance with Article 1, paragraph 2 of the present Agreement all payments under the mixed financing shall be made in the proportion of 50 % and 50 % with respect to the contribution of the Swiss Government and the Swiss Banks respectively.

#### Article 4

1. The mixed financing shall be utilized for priority development projects and programmes in the public and private sectors.
2. The terms of the present mixed financing shall be passed on to the end user according to the standard onlending terms of the Government of Zimbabwe. In any case, the onlending terms shall not be less favourable than the terms offered under similar external finance agreements containing an element of concessional funding.

17/11/86

10

Article 5

The inclusion of any contract within the scope of the present Agreement shall be subject to prior agreement between the Ministry of Finance, Economic Planning and Development on behalf of the Government of Zimbabwe and the Federal Office for Foreign Economic Affairs as well as the Consortium of Swiss Banks on the Swiss side.

Article 6

1. All applications for the financing of contracts for the supply of goods and services under the present Agreement shall be submitted in accordance with procedures described in Annex I within 24 months from its entering into force to the Federal Office for Foreign Economic Affairs. The commitment period of 24 months may be extended by mutual agreement.
2. In principle, the value of each contract financed under the present Agreement should be not less than 100'000.-- Swiss francs per order placed with the same Swiss exporter. Part-payments for capital goods and services are possible only for contracts exceeding 200'000.-- Swiss francs. Such partial shipments and payments for services and know how shall be possible only for individual invoice amounts of not less than 100'000.-- Swiss francs except that this requirement shall not apply to the final shipment under a particular contract. Exceptionally, contracts below the above mentioned amount may be considered by mutual agreement.

Article 7

1. The following standard terms of payment shall apply to all contracts to be financed under the present Agreement:
  - 1.1. The Zimbabwean buyer (hereinafter called the "buyer") shall open an irrevocable letter of credit by a recognized bank in Zimbabwe and advised through one of the Swiss Banks - as designated by the Swiss exporter - in favour of the exporter, for 15 % of the total contract value. This letter of credit shall be opened by the buyer within 30 days after having received confirmation that the contract has been approved by the competent authorities according to Article 5 of the present agreement.

The letter of credit shall be utilized as follows:

- 5 % of the contract value as down payment, available against presentation of a simple receipt by the Swiss exporter to the relevant Swiss Bank
- 10 % pro rata delivery, available against presentation of the shipping documents specified in the letter of credit and/or upon rendering of services against presentation of the documents specified in the letter of credit

7/26

JAP

- 1.2. The remaining portion of 85 % of the contract value shall be due and payable pro rata delivery/rendering of services, disbursed in conjunction with the utilization of the 10 % portion of the above letter of credit.
2. The Swiss bank, through which the letter of credit has been opened, is authorized by the Ministry of Finance, Economic Planning and Development as agent of the Government of Zimbabwe to pay for account of the buyer to the Swiss Exporter and to the debit of the mixed financing the afore-mentioned instalments covering 100 % of the contract value upon utilization of the relevant letter of credit for the down-payment of 5 % and for the balance of 95 % of the full or partial shipment.
3. The payment authorization is automatically granted through the approval of the contract by the competent Zimbabwean and Swiss Authorities mentioned in Article 5 of the present Agreement.
4. The standard terms of payment may be modified by mutual agreement between the competent Authorities mentioned in Article 5 of the present Agreement.
5. All contracts and letters of credit shall include a clause stating that the financing of the export shall be made under the "Zimbabwean - Swiss mixed financing Agreement".

#### Article 8

Both contracting parties shall, by virtue of their legal competence, facilitate the conclusion and implementation of contracts in accordance with the present Agreement and to that end, grant all necessary authorizations.

#### Article 9

The Swiss Government shall grant to the Government of Zimbabwe the amount mentioned in Article 1, paragraph 2. a) of the present Agreement, provided that a Loan Agreement between the Government of Zimbabwe and the Consortium of Swiss Banks shall have been concluded with regard to the Swiss Banks' loan mentioned in Article 1, paragraph 2. b) of the present Agreement.

#### Article 10

1. With regard to the financing of capital goods and services under this mixed financing, the Government of Zimbabwe undertakes to reimburse all amounts paid out of the Swiss Banks' part of the mixed financing in accordance with the provisions defined in the Articles VII and VIII of the Loan Agreement between the Government of Zimbabwe and the Consortium of Swiss Banks.
2. With regard to all financing of the Swiss Banks' part under this mixed financing, the Government of Zimbabwe undertakes to pay at the end of each calendar half-year, i.e. June 30 and

JAG

December 31, respectively, the interest accrued on the outstanding amounts under the Swiss Banks' part of the mixed financing.

#### Article 11

All payments of interest and repayments of principal under the present Agreement shall be exempted from any present or future fiscal levies, taxes and other restrictions in force in Zimbabwe.

#### Article 12

1. The Union Bank of Switzerland, Zurich, shall keep the accounts to be opened in the name of the Government of Zimbabwe for the execution of the present Agreement and carry on all correspondence in connection therewith.
2. All notifications by the Swiss lenders in connection with the present Agreement shall be deemed to have been duly given if addressed to the Secretary for the Ministry of Finance, Economic Planning and Development, Private Bag 7705, Causeway, Harare, Telex: RH 22141 ZW.
3. All notifications and remittances by the Government of Zimbabwe shall be deemed to have been duly given if made to the Union Bank of Switzerland, Bahnhofstrasse 45, CH-8021 Zurich/Switzerland, Telex: 813811 UB CH, Telefax: 11041/1-235'45'70.

#### Article 13

1. The Government of Zimbabwe shall furnish to the Swiss Government all such information as the Swiss Government shall reasonably request, in particular the information indicated in Annex I. Information on the current status of utilization should be exchanged every 12 months between the Zimbabwean and Swiss Authorities.
2. The Government of Zimbabwe takes or causes to be taken all actions, including the provision of funds, facilities, services and other measures, necessary or appropriate, for carrying out the present Agreement.
3. The Government of Zimbabwe shall maintain or cause to be maintained records adequate to identify the goods and services financed out of the proceeds of the mixed financing and to disclose the use and beneficiaries thereof.
4. The Government of Zimbabwe shall maintain separate accounting records for the present Agreement and have such accounting records controlled and certified by the Chief Accountant of the Ministry of Finance, Economic Planning and Development.
5. The Government of Zimbabwe and the Swiss Government shall exchange views at regular intervals on the progress of the projects financed under the present Agreement during and upon completion of its implementation.

7/76

9/8/76

6. The Government of Zimbabwe shall, after the final disbursement for the individual transactions, furnish to the Swiss Government a report of such scope and in such detail as the Swiss Government shall reasonably request, on the execution of the project/programme and the accomplishment of the purpose of the project/programme including a certified financial statement on the use of the proceeds of the mixed financing. A report shall be furnished to the Swiss Government upon final disbursement of all transactions under the mixed financing containing an assessment of the accomplishment of the purpose of the present Agreement, including a certified statement on the use of the mixed financing proceeds. These reports should in particular contain updated information according to Annex I.

#### Article 14

1. The Government of Zimbabwe may, by written notice to the Swiss Government, cancel any amount of the mixed financing which it shall not have withdrawn.
2. The Swiss Government will inform the Government of Zimbabwe of any situation whereby the Government of Zimbabwe has not fulfilled any of the commitments of obligations under the present Agreement. The Government of Zimbabwe will undertake all efforts to eliminate the causes of this situation. If these efforts are not successful after a period of 6 months from the date of the written notice mentioned above, the Swiss Government may suspend, in whole or in part, the right of the Government of Zimbabwe to make withdrawals from the mixed financing proceeds. Both Governments regard suspension as an exceptional measure.

#### Article 15

##### Settlement of disputes

1. Disputes as to the interpretation or application of the provisions of the present Agreement which shall not have been settled in a satisfactory way by means of diplomatic negotiations within a period of three months shall, upon the request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal of three members. Each Contracting Party shall appoint one arbitrator. The two designated arbitrators shall appoint a third arbitrator as Chairman who shall be a national of a third country.
2. If either Contracting Party has not appointed the arbitrator and has not followed the invitation of the other Contracting Party to make that appointment within one month, the arbitrator shall be appointed upon the request of that Contracting Party by the President of the International Court of Justice.
3. If both arbitrators cannot come to an agreement about the choice of a third arbitrator (Chairman) within two months after their appointment, the latter shall be appointed upon the request of either Contracting Party by the President of the International Court of Justice.

7/76

20



4. If, in the cases specified under provisions 2 and 3, the President of the International Court of Justice is prevented from carrying out the said function, or, if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the Vice-President, and if the latter is prevented, or, if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the next senior Judge of the Court who is not a national of either Contracting Party.
5. Subject to other provisions made by the Contracting Parties, the tribunal shall determine its procedure.
6. The decisions of the tribunal will be binding for each Contracting Party.

Article 16

The Annex I and II to the present Agreement constitute an integral part thereof.

Article 17

The present Agreement shall enter into force on the date of the last notification of the fulfilment of the respective constitutional or legal requirements.

Done at \_\_\_\_\_, on \_\_\_\_\_, in \_\_\_\_\_ original copies, in English.

For the Government of the Swiss Confederation:

For the Government of Zimbabwe:

.....

Relevant preparatory studies and appraisal reports of projects/programmes should be made available to the Swiss authorities at the earliest possible time, but at the latest at the time of the financing request. This procedure should permit both Parties by reach an agreement in principle before the final contract is signed.

776

989

---

PROCEDURES AND INFORMATION REQUIREMENTS FOR THE SELECTION AND APPROVAL OF PROJECTS AND PROGRAMMES WHICH MAY BE FINANCED UNDER THE PRESENT MIXED FINANCING

---

In the discussions leading to the conclusion of the present Agreement both Parties reached an understanding regarding the procedures of the selection and approval of projects and programmes which may be financed under the present mixed financing as mentioned in Article 13, paragraph 1 of the present Agreement.

1. INFORMATION REQUIREMENTS

All applications shall be channelled through the Swiss Embassy in Harare, Zimbabwe, to the Federal Office for Foreign Economic Affairs and shall contain all necessary information to allow an appraisal of the financing proposals in terms of their economic and financial viability, technical feasibility and possible social and environmental impacts.

Project proposals should therefore include detailed information, if available, on:

- nature of capital goods and services to be imported;
- the contribution of these capital goods and services to the implementation of the overall project/programme (exact scope and objectives of the overall project/programme);
- the economic and financial viability of the project/programme, its technical feasibility and its possible social and environmental impacts, paying particular attention to its benefits on the final beneficiaries;
- the contract price and procurement procedures followed by the Zimbabwean buyer;
- the capacity of the executing agency to implement the project/programme and the provisions taken for the maintenance of services after completion of the project/programm.

Relevant preparatory studies and appraisal reports of projects/programmes should be made available to the Swiss Authorities at the earliest possible time, but at the latest at the time of the financing request. This procedure should permit both Parties to reach an agreement in principle before the final contract is signed.

7/11/6

RR

## 2. PROJECT APPROVAL PROCEDURES

The proceeds of the mixed financing shall be used only when the Swiss offer is the most advantageous in terms of price/quality/performance. Accordingly, the procedures would take into account the following requirements of (i) internationally competitive Swiss capital goods and services (preferably through ICB for public sector projects) and (ii) approval of each project and contract by the Swiss Authorities:

### 2.1. Submission of information:

For any project, for which the Government of Zimbabwe may seek Swiss mixed financing, the Government of Zimbabwe will submit to the Swiss Authorities, at the earliest possible time, but at the latest at the time of the financing request, the following information on the project:

- the feasibility study
- information on the sector and the position of the envisaged project in the sector and the National Plan
- information on the executing agency
- appraisal reports, if available, by any independent agency (banks, international institutions, consultants etc.).

### 2.2. Approval by the Swiss Authorities:

- Conditional approval: In case the information on the project is considered as sufficient for an appraisal by the Swiss Authorities, the Swiss Government will inform the Government of Zimbabwe that the envisaged project may be financed under the mixed financing provided that the contract is awarded for the supply of competitive Swiss goods and services and is acceptable to the competent Authorities. Such conditional approval could be given by the Swiss Authorities, before the evaluation of the offer, for small projects and for projects for which independent appraisals are available.
- Appraisal mission: In case the Swiss Government judges that it cannot approve the project on the basis of the available information, it would so inform the Government of Zimbabwe and would propose at its own expense an appraisal mission. Such an appraisal mission would only be sent to Zimbabwe if and when reasonable assurances exist that Swiss capital goods and services would be purchased for the project and that the Government of Zimbabwe would then seek Swiss mixed financing.

7  
AAC7  
R

- Final approval: The final approval of the project would be granted after (i) the receipt of an official request for the mixed financing of the project by the Government of Zimbabwe, (ii) the positive outcome of the project analysis and (iii) the signature of a valid contract between the Zimbabwean buyer and the Swiss exporter.

### 3. PROJECT EVALUATION

Upon project completion the Zimbabwean Authorities shall submit to the Swiss Authorities a project completion report. The content of such completion reports shall be determined for each project by mutual agreement.

The Swiss Authorities may send at their own expense an expert mission to Zimbabwe to evaluate the individual projects and/or execution of the Swiss mixed financing.

- machinery for the chemical, fertilizer and petrochemical industry
- textile machines
- machine tools for metal and wood working
- machinery and equipment for the production and distribution of electric energy (e.g. turbines, boilers, generators, transformers, switch gear, control and other devices etc.)
- telecommunications equipment
- stationary and marine diesel engines
- refrigeration and air-conditioning equipment
- storage and maintenance equipment
- printing, paper converters, wrapping and office machines
- locomotives, rolling stock and railway maintenance machinery, railway signalling equipment
- geodetic, scientific and related instruments
- measuring, testing and control devices
- medical instruments and hospital equipment
- machinery for the cement and mining industry
- any other capital goods mutually acceptable to the two Governments.

#### 1.2. Services

- 1.2.1. Services linked to the implementation of investment projects, whether or not it includes equipment and material, financed under the mixed financing such as supervision of work, engineering services during the execution of contracts, initial management contracts, performance analysis;
- 1.2.2. Services linked to the preparation of investment projects such as feasibility studies, preliminary designs as far as they are not part of a project execution contract;

JP  
me

JP

---

GOODS AND SERVICES WHICH MAY BE FINANCED UNDER THE PRESENT MIXED FINANCING

---

1. LIST OF GOODS AND SERVICES

In the discussions leading to the conclusion of the present Agreement both Parties reached an understanding regarding the capital goods and services which may be financed under the mixed financing according to Article 2 of the present Agreement. The list of these capital goods and services reads as follows:

1.1. Capital goods

- agricultural machinery and tractors
- food processing and milling machines
- machinery for the chemical, fertilizer and petrochemical industry
- textile machines
- machine tools for metal and wood working
- machinery and equipment for the production and distribution of electric energy (e.g. turbines, boilers, generators, transformers, switch gear, control and other devices etc.)
- telecommunications equipment
- stationary and marine diesel engines
- refrigeration and air-conditioning equipment
- storage and maintenance equipment
- printing, paper converting, wrapping and office machines
- locomotives, rolling stock and railway maintenance machinery, railway signalling equipment
- geodetic, scientific and related instruments
- measuring, testing and control devices
- medical instruments and hospital equipment
- machinery for the cement and mining industry
- any other capital goods mutually acceptable to the two Governments.

1.2. Services

- 1.2.1. Services linked to the implementation of investment projects, whether or not it includes equipment and material, financed under the mixed financing such as supervision of work, engineering services during the execution of contracts, initial management contracts, performance analysis;
- 1.2.2. Services linked to the preparation of investment projects such as feasibility studies, preliminary designs as far as they are not part of a project execution contract;

7/72

KAP

2. TENTATIVE LIST OF POTENTIAL PROJECTS

The tentative list of potential projects to be financed under the mixed financing referred to in Article 2 of the present Agreement is as follows:

- 1) ZESA (Power Plan II - Transmission) frs 18,00 mic
- 2) ZBC (Radio-Studio Rehabilitation Project) frs 11,74 mic
- 3) Autoclaves frs 6,00 mic
- 4) PTC (Community Repeaters) frs 1,00 mic
- 5) Projects in the private sector on the basis of an indicative list of potential projects to be established by the Ministry of Industry and Commerce: frs 15,00 mic

706

CP